

## BURUNDI

Matrice de Suivi des Déplacements  
Rapport des déplacements internes | Juillet 2021



*Les activités DTM au Burundi sont financées par:*



## FAITS SAILLANTS



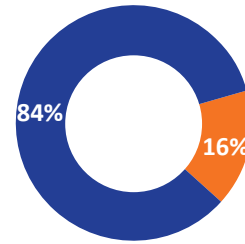
**122 483**

Personnes Déplacées Internes (PDI)



**27 300** Ménages Déplacés

Graphique 1: Raisons de déplacement



Désastres naturels

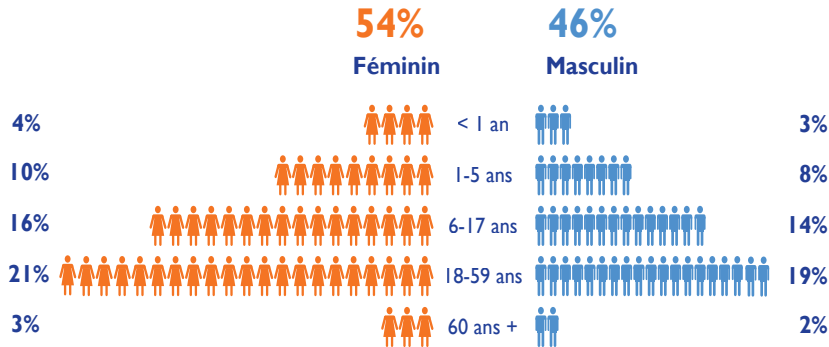
**103 305 PDI**

Autres raisons

**19 178 PDI**

## DÉMOGRAPHIE

Graphique 2: Démographie de la population déplacée



## VULNERABILITÉS

Répartition en pourcentage des types de vulnérabilités signalées par les PDI



**3%**

Ménages déplacés étaient dirigés par des femmes



**1%**

Personnes déplacées étaient des femmes enceintes



**1%**

Personnes âgées vivant seules

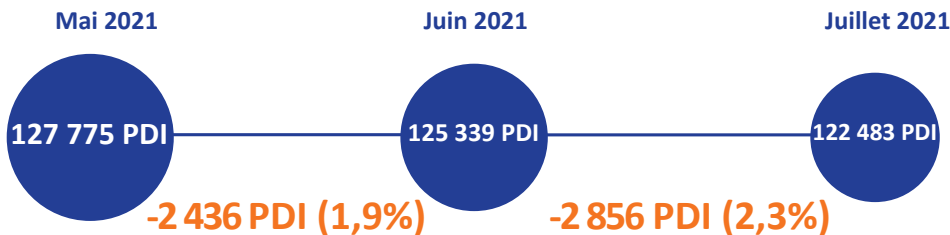


**1%**

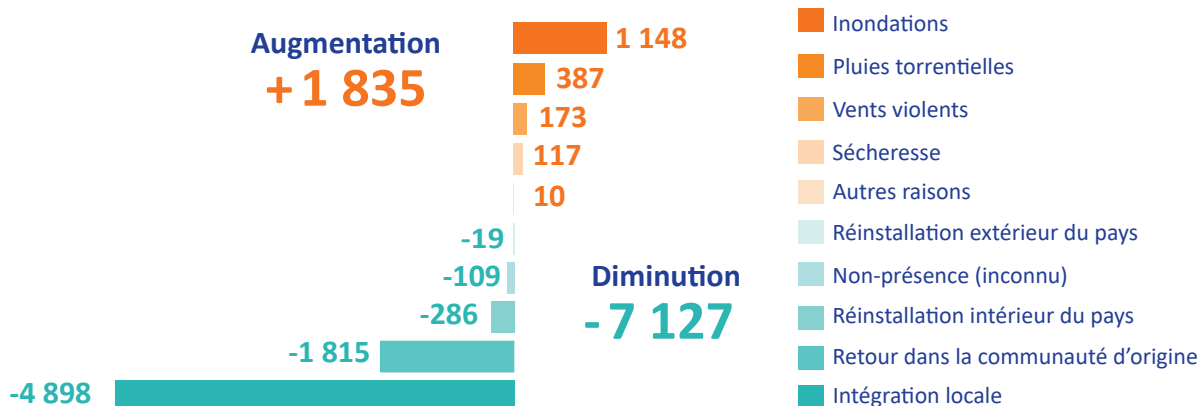
Personnes déplacées vivant avec un handicap

## TENDANCES DE DÉPLACEMENT

Graphique 3: Variation du nombre de PDI de mai à juillet 2021



Graphique 4: Variation du nombre de PDI par raisons de diminution ou augmentation de mai à juillet 2021





# TENDANCES DE DÉPLACEMENTS DES PDI

Tableau 1: Evolution de la présence de PDI de mai 2021 à juillet 2021 par province

Entre les mois de mai 2021 et juillet 2021, une diminution de 5 pour cent (6 470 PDI) a été enregistrée. D'autre part une augmentation de 1 pour cent (1 178 PDI) a été observée (nouveau déplacement entre les mois de mai 2021 et juillet 2021) .

La province de Bujumbura Rural et Cibitoke ont enregistré les plus grandes diminutions qui représentent respectivement 39 pour cent (2 547 PDI) et 28 pour cent (1 804 PDI) de la baisse globale mensuelle de PDI. Cette diminution est due à l'intégration locale en louant des maisons et le retour dans leurs communautés d'origine de plusieurs PDI de la zone de Gatumba en province de Bujumbura Rural. Certains de ces PDI ont bénéficié de l'assistance de l'organisation internationale pour les migrations (OIM) pour la construction des abris d'urgence et l'appui à l'hébergement. Les mêmes raisons expliquent la diminution dans la province de Cibitoke où plusieurs PDI ont bénéficié des interventions des acteurs humanitaires pour la réhabilitation de leurs maisons.

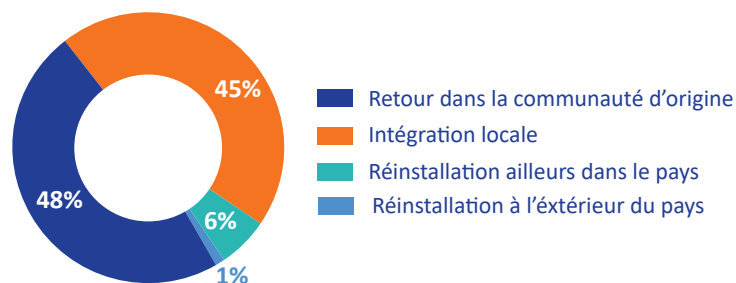
Malgré les diminutions rapportées dans d'autres provinces, la province de Makamba a rapporté une augmentation de 1 109 PDI expliquée en grande partie par les déplacements supplémentaires dus aux inondations causées par la montée des eaux du lac Tanganyika survenue au mois de Mai 2021.

Province	mai 2021	juillet 2021	Différence	Tendance
Bubanza	7 660	7 391	-269	↓
Bujumbura Mairie	27 426	27 365	-61	↓
Bujumbura Rural	20 128	17 581	-2 547	↓
Bururi	1 769	1 769	0	
Cankuzo	15 549	15 570	21	↑
Cibitoke	10 008	8 204	-1 804	↓
Gitega	414	313	-101	↓
Karusi	588	564	-24	↓
Kayanza	1 419	1 285	-134	↓
Kirundo	5 559	5 363	-196	↓
Makamba	5 998	7 107	1 109	↑
Muramvya	539	506	-33	↓
Muyinga	7 013	7 052	39	↑
Mwaro	120	129	9	↑
Ngozi	592	505	-87	↓
Rumonge	15 850	15 383	-467	↓
Rutana	2 266	1 915	-351	↓
Ruyigi	4 877	4 481	-396	↓
<b>Total</b>	<b>127 775</b>	<b>122 483</b>	<b>-5 292</b>	↓

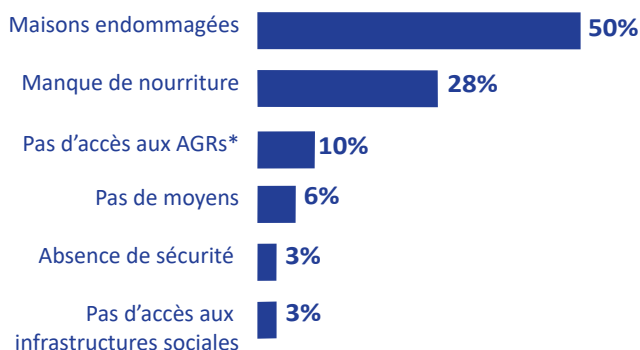
# INTENTIONS DES MENAGES DÉPLACÉS

Le retour dans la communauté d'origine (48%) et la réintégration locale dans les communautés déplacées (45%) étaient les intentions prédominantes parmi les ménages enquêtés. La majorité des déplacements étaient dus aux désastres naturels qui ont causé plusieurs dégâts (destruction des maisons et infrastructures). En effet, la grande partie des ménages déplacés (50%) ont rapporté la destruction de leurs maisons comme raison empêchant le retour dans leurs lieux de résidence permanente tandis que pour une autre partie considérable des ménages enquêtés (28%), le manque de nourriture était la raison principale de non-retour.

Graphique 5: Pourcentage des ménages déplacés par intention de retour



Graphique 6: Pourcentage des ménages déplacés par raisons de non-retour



\* Activités génératrices de revenu

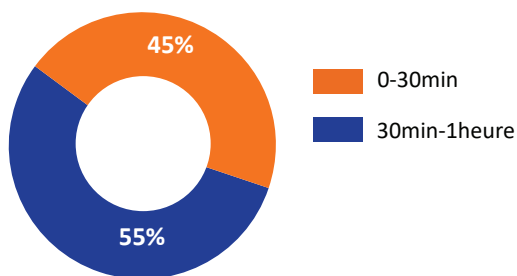
## APERÇU HUMANITAIRE



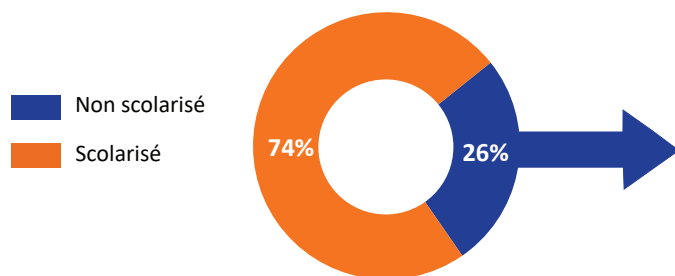
### ÉDUCATION

Environ 74 pour cent des enfants en âge scolaire fréquentaient l'école, le reste n'était pas scolarisé à cause de certaines difficultés dont les principales étaient le manque de matériel scolaire (54%), l'obligation de travailler au lieu d'aller à l'école (25%) et le manque de nourriture (10%).

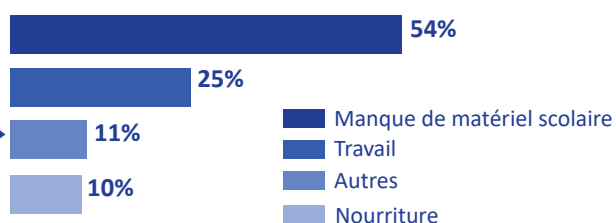
Graphique 7: Durée de marche jusqu'à l'école



Graphique 8: Taux de scolarité des enfants déplacés



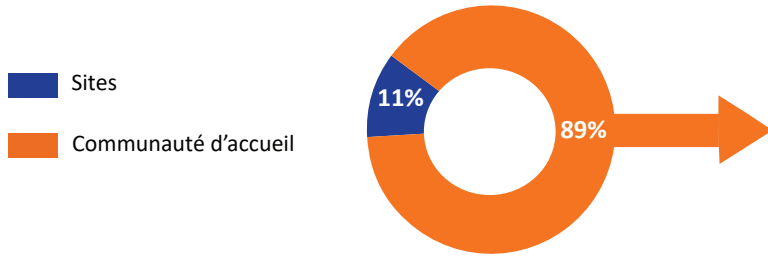
Graphique 9: Raison de non-scolarité des enfants déplacés



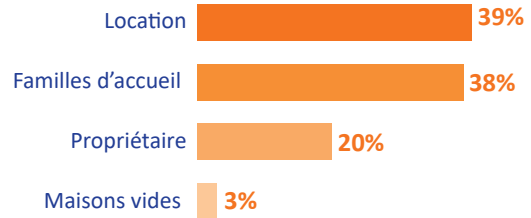


# ABRIS ET ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (ANA)

Graphique 10: Types d'hébergement

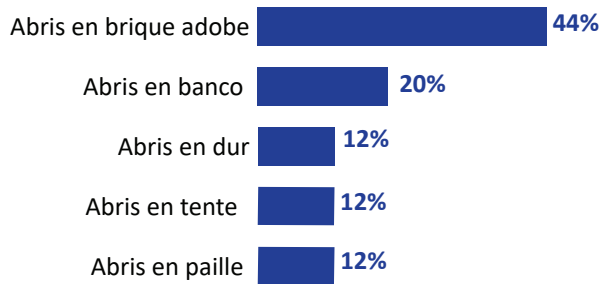


Graphique 11: Statut du logement

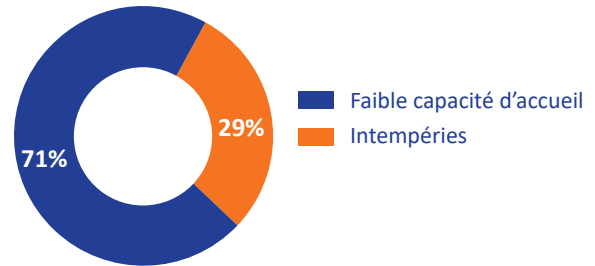


Seuls 12 pour cent des ménages déplacés vivaient dans des abris en dur tandis que pour la plupart, le matériel de leurs abris était respectivement constitué de briques adobes (44%), de banco (20%), de tente (12%) et de pailles (12%). D'autre part, les problèmes liés aux abris étaient notamment la faible capacité d'accueil (71%) et la non-protection contre les intempéries (29%). Dans ce contexte, la faible capacité d'accueil s'explique par la promiscuité dans les familles d'accueil qui hébergent les personnes déplacées, alors que les conditions précaires de leurs abris ne peuvent pas assurer la protection contre les intempéries.

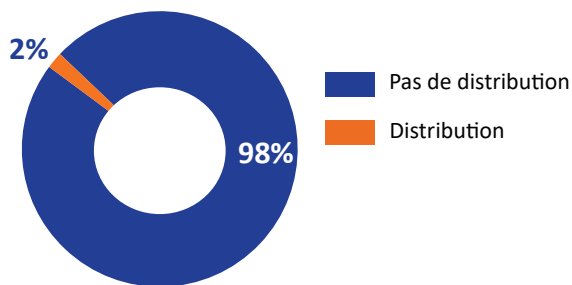
Graphique 12: Types d'abris



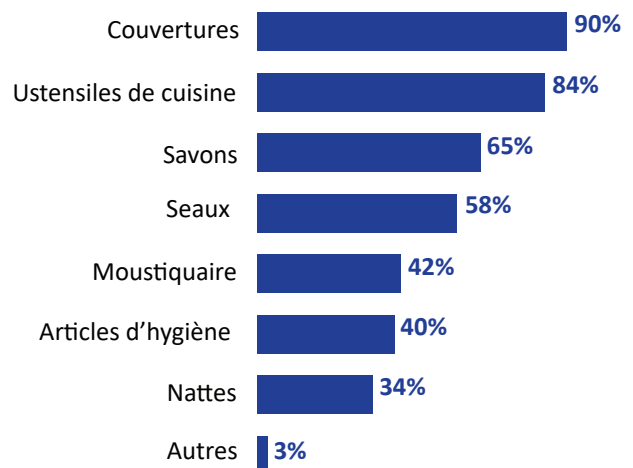
Graphique 13: Problèmes d'abris



Graphique 14: Distribution ANA dans les 3 derniers mois



Graphique 15: ANA les plus nécessaires



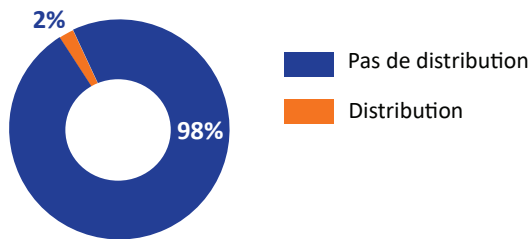




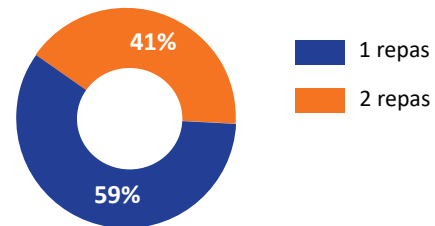
## NOURRITURE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

La principale occupation des ménages déplacés enquêtés était le travail journalier (75%) suivie par l'agriculture (19%). Seuls 40 pour cent des ménages déplacés ont accès à la terre cultivable tandis que les prix du marché ne sont pas accessibles à la majorité des ménages déplacés (80%).

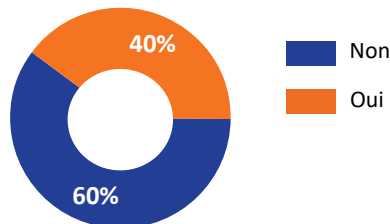
Graphique 16: Distribution de vivres dans les 3 derniers mois



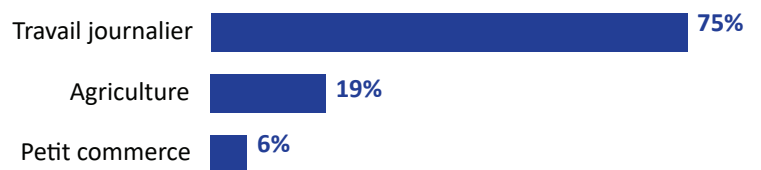
Graphique 17: Nombre de repas par jour



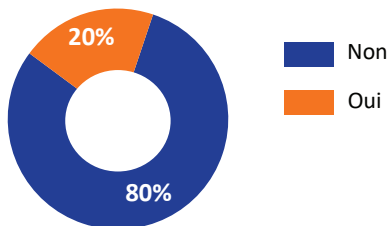
Graphique 18: Accès à la terre cultivable



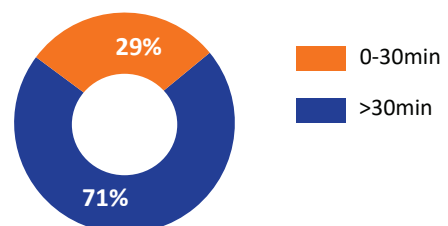
Graphique 19: Principale occupation des ménages déplacés



Graphique 20: Accessibilité des prix du marché



Graphique 21: Durée de marche jusqu'au marché

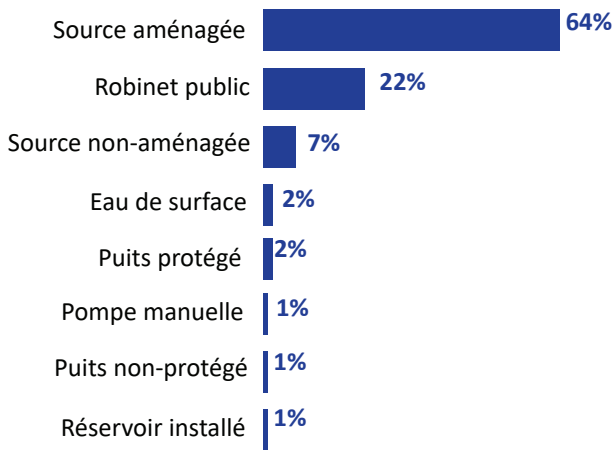




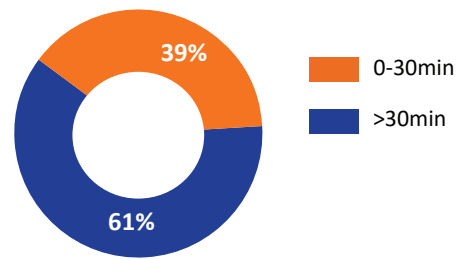
## EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE (WASH)

La grande majorité des ménages déplacés (64%) ont cité la source aménagée comme principale source d'eau et 61 pour cent des ménages ont indiqué que la durée de marche aller/retour pour la collecte d'eau potable était supérieure à 30 minutes. D'autre part, 32 pour cent des ménages enquêtés ont rapporté des plaintes concernant l'eau. Ces plaintes étaient notamment liées à la présence des résidus (79%), la couleur (50%), le goût (44%), l'odeur (42%) et la quantité insuffisante (35%). De plus, 42 pour cent des ménages enquêtés n'avaient pas de latrine fonctionnelle.

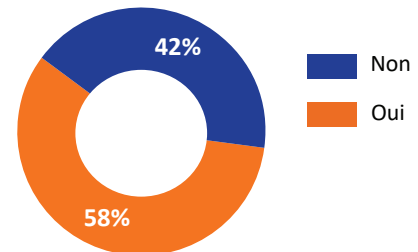
Graphique 22: Principales sources d'eau



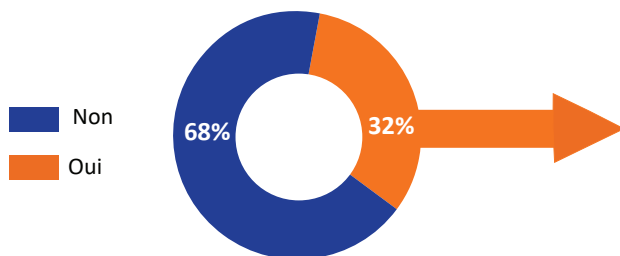
Graphique 23: Durée de marche pour la collecte d'eau potable



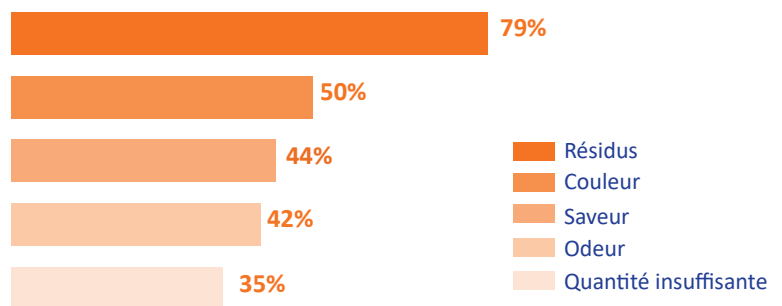
Graphique 24: Existence d'une latrine fonctionnelle dans le ménage



Graphique 25: Plaintes concernant l'eau



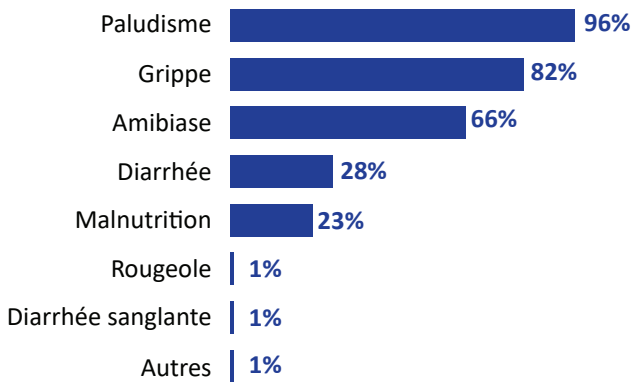
Graphique 26: Les principales problèmes avec l'eau



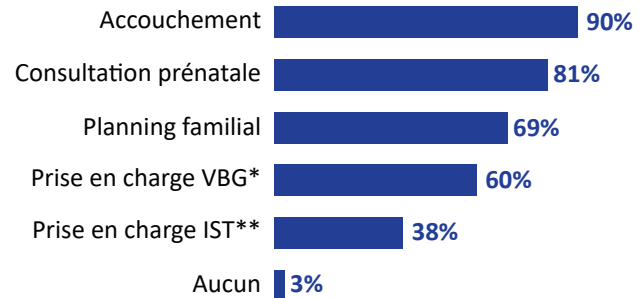


La majorité des ménages déplacés ont cité le paludisme (96%), la grippe (82%) et l'amibiase (66%) comme les maladies les plus récurrentes. De plus, 90 pour cent des ménages enquêtés ont déclaré ne pas avoir les moyens de payer les soins de santé. En outre, la durée de marche au centre de santé le plus proche varie entre 30 minutes et une heure pour 69 pour cent des ménages déplacés tandis que 3 pour cent n'avaient accès à aucun service de santé sexuelle et reproductive.

Graphique 27: Taux de maladies les plus récurrentes



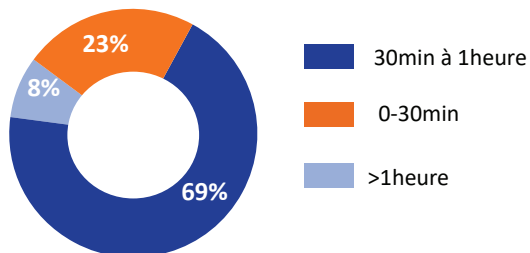
Graphique 28: Disponibilité des services de santé sexuelle et reproductive



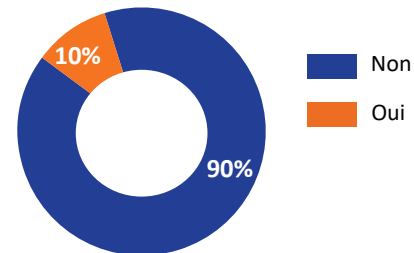
\* Violences basées sur le genre

\*\* Infections sexuellement transmissibles

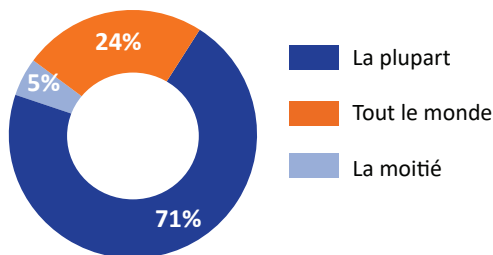
Graphique 29: Durée de marche au centre de santé le plus proche



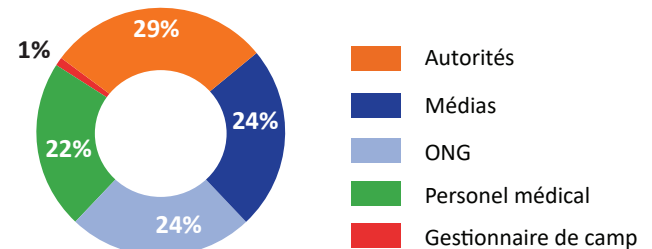
Graphique 30: Accessibilité des coûts des soins de santé



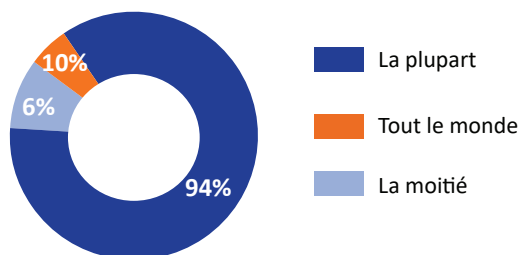
Graphique 31: Connaissance de la pandémie de la COVID-19



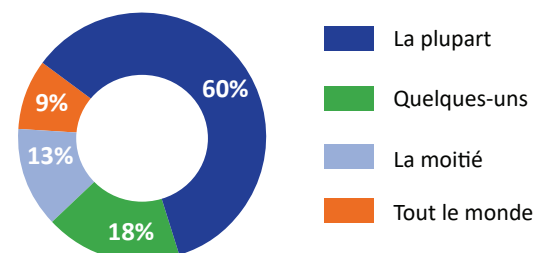
Graphique 32: Sources d'information sur les mesures de protection contre la COVID-19



Graphique 33: Connaissance des mesures de protection contre la COVID-19



Graphique 34: Accès au savon

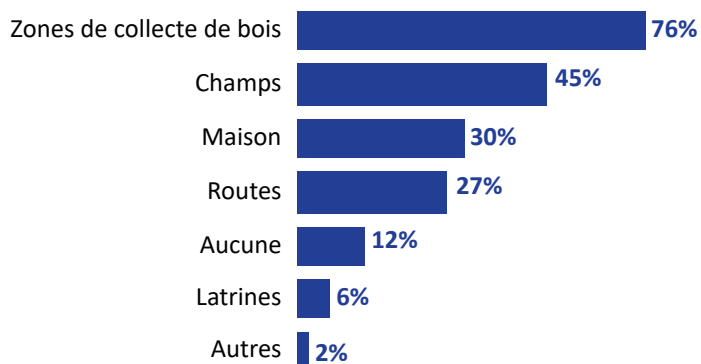




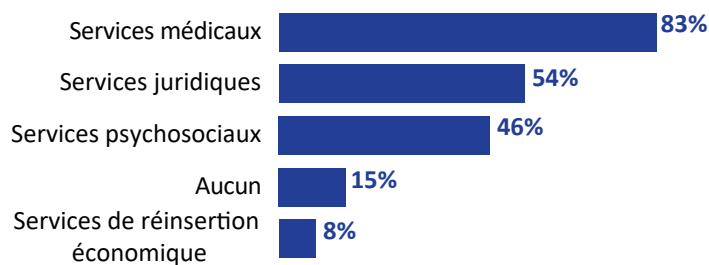
## PROTECTION

La majeure partie des ménages enquêtés (76%) ont cité les zones de collecte de bois comme les lieux où les femmes et les filles se sentaient plus à risque de subir des violences basées sur le genre (VBG). En outre, 49 pour cent des ménages déplacés ont indiqué que les femmes et les filles ne pouvaient pas dénoncer sans crainte les violences subies. De plus, 57 pour cent des ménages ont rapporté que les victimes des VBG avaient des difficultés pour accéder aux services de prise en charge spécialisés notamment à cause de la peur (66%) et de l'éloignement (54%). D'autre part, un comité de protection de l'enfance est opérationnel dans la majorité des collines enquêtées (68%).

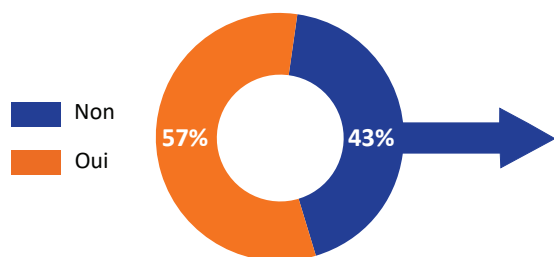
Graphique 35: Pourcentage des ménages rapportant les zones à risque de VBG



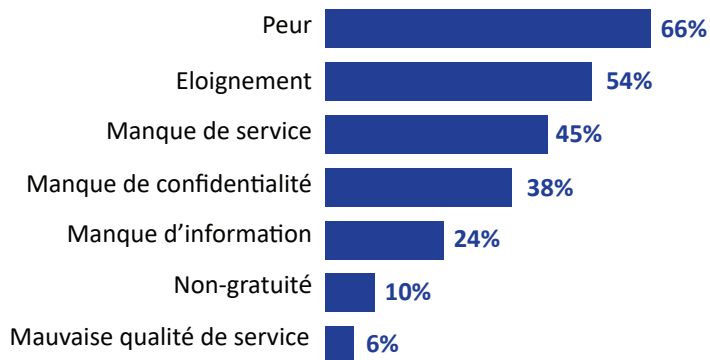
Graphique 36: Les services disponibles pour les victimes de VBG



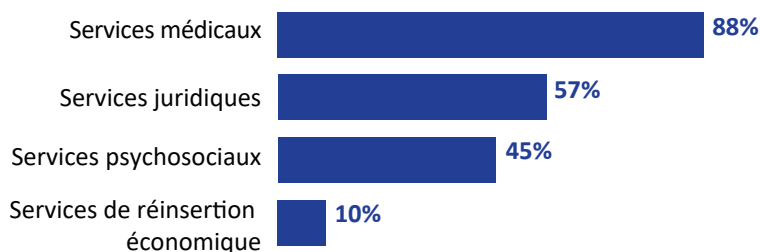
Graphique 37: Difficulté d'accès aux services de prise en charge des victimes de VBG



Graphique 38: Les principales problèmes d'accès aux services de prise en charge des victimes de VBG



Graphique 39: Les services disponibles pour les enfants vulnérables



## MÉTHODOLOGIE DE LA DTM

La Matrice de Suivi des Déplacements (Displacement Tracking Matrix) de l'OIM est un système mis en œuvre dans le but de capturer, analyser et disséminer des informations pour mieux comprendre les mouvements et les besoins des personnes déplacées internes (PDI) au Burundi. Des volontaires de la Croix-Rouge du Burundi (CRB) consultent des informateurs clés qui ont des connaissances sur les tendances des déplacements et les besoins des communautés. Les informateurs clés sont des chefs de communautés, des représentants locaux du gouvernement ou des chefs religieux.

Les enquêteurs complètent trois types d'évaluations:

**Les évaluations niveau commune** fournissent des informations sur les tendances de déplacement dans 119 communes du Burundi avec présence de PDI. Ces évaluations permettent d'obtenir des informations sur les périodes de déplacement, les provinces d'origine et les nouveaux phénomènes de déplacement.

**Les évaluations niveau colline** fournissent des informations sur les besoins humanitaires dans les cinq zones de déplacement (collines\*) hébergeant le plus grand nombre de personnes déplacées dans chaque commune.\*\* Ces évaluations permettent d'obtenir des informations sur les profils démographiques et les vulnérabilités des populations déplacées ainsi que sur les besoins sectoriels.

**Les évaluations niveau ménage** fournissent des informations sur les besoins humanitaires dans deux ménages nouvellement déplacés dans les collines enquêtées.\*\*\*

Les données présentées dans ce rapport ont été collectées du 3 au 30 juillet 2021.

\* Les collines sont les plus petites entités administratives au Burundi.

\*\* Les évaluations collines sont menées dans les cinq collines de chaque commune hébergeant le plus grand nombre de personnes déplacées. Vingt-cinq communes dans les provinces de Bujumbura Rural, Bururi, Gitega, Karusi, Muramvya, Muyinga, Mwaro et Ngozi ont 64 collines qui n'hébergent pas de PDI. Par conséquent, les évaluations de 531 collines sont utilisées dans l'analyse présentée dans ce rapport.

\*\*\*Parmi les 531 collines, 45 collines hébergent seulement un ménage nouvellement déplacé et 422 collines n'ont pas hébergé de nouveaux PDI. Par conséquent, les évaluations de 173 ménages sont utilisées dans l'analyse présentée dans ce rapport.

Tous les rapports et les produits d'information de la DTM Burundi sont disponibles sur  
<https://dtm.iom.int/burundi/>